

CADRES

C.F.T.C.

NUMÉRO 156
NOVEMBRE 1961

et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

PRESTATIONS FAMILIALES

par André BAPAUME

LA C.F.T.C. a de tous temps préconisé une politique de la famille. Dès 1920, elle soutenait la création de caisses privées d'allocations familiales basées sur le système de la compensation inventé par l'équipe Romanet, de Lyon ; plus tard, et malgré l'opposition de la C.G.T. elle obtenait la généralisation de l'institution des allocations familiales ; en 1938 elle obtenait par arbitrage l'institution de la prime de la mère au foyer. Depuis la Libération, tous ses Congrès et Comités nationaux, y compris le plus récent ont toujours maintenu ces objectifs, et protesté contre les mesures restrictives à cette politique, notamment contre la spoliation des fonds familiaux et leur utilisation à d'autres fins.

C'est dire que notre Fédération ne peut qu'être favorable aux intentions gouvernementales tendant à réformer et améliorer les prestations familiales, à rétablir leur pouvoir d'achat perdu et à le maintenir dans l'avenir ; enfin, à rétablir l'autonomie des fonds recueillis à cette fin.

Le Gouvernement entend assortir une majoration globale de 5 à 10 % de différentes mesures tendant à diversifier les prestations suivant leur nature.

Les allocations familiales proprement dites seraient majorées de 5 %, mais celles servies aux enfants de plus de dix ans pourraient atteindre 7 à 8 % : les écarts de zones pourraient être réduits.

L'allocation de salaire unique subirait des modifications importantes : suppression pour les jeunes ménages sans enfant ou avec un ou deux enfants de plus de 5 ans ; le montant de l'allocation varierait en fonction inverse des ressources dont dispose le foyer. C'est ainsi qu'elle s'éteindrait au niveau de 1.500 ou 2.000 NF par mois.

Le coût de la réforme serait de l'ordre de 600 millions de NF, fournis pour l'essentiel par les excédents actuels des caisses et par le déplaçonnement des cotisations ; le taux de 14,25 % des cotisations plafonnées serait ramené à 12 % déplaçonné.

Par ailleurs, un crédit de 280 millions de NF serait inscrit au budget en faveur des allocations familiales dans l'agriculture.

SI nous pouvons suivre le Gouvernement dans ses intentions, par contre certaines mesures nous paraissent discutables, et appellent de sérieuses réserves de notre part.

Sur le plan économique, la mesure provoquerait des changements importants dans la répartition des charges entre les entreprises. Celles utilisant une main-d'œuvre abondante ou à bas salaire verraient leurs charges diminuer ; par contre celles utilisant du personnel hautement qualifié verraient leurs charges accroître considérablement, le cas limite étant les bureaux d'études utilisant un grand nombre d'ingénieurs.

Le Gouvernement ne semble pas vouloir rechercher de ressources nouvelles dans la réforme qu'il envisage ; on comprend mal alors une opération étrangère à cette réforme. L'objectif recherché ne serait-il pas ailleurs ?

En rendant les rémunérations des Cadres plus onéreuses pour les entreprises, ne cherche-t-on pas à mettre un frein à une tendance jugée excessive ? Nous ne pourrions accepter une telle politique tant que des freins analogues ne seraient pas mis en place pour les revenus des non-salariés, revenus qui ne coïncident pas toujours avec la valeur des services rendus. Pourquoi deux poids et deux mesures ?

Enfin nous ne pouvons pas ne pas voir dans cette mesure un précédent pour le déplaçonnement plus dangereux de la Sécurité Sociale.

(Suite page 2)

Un grave problème pour les
pays en voie de développement

LA STABILISATION DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES

par GILBERT PONGAULT

Parmi les problèmes économiques qui se posent à l'ensemble des pays africains et malgache, l'un des plus importants est celui de l'instabilité des cours des produits de base exportés par ces pays et qui constituent leur principale production. Les répercussions de cet état de choses gênent considérablement les efforts réalisés en matière de planification dans ces régions en voie de développement.

LES pays africains et malgache ont de nombreux problèmes économiques à résoudre parmi lesquels celui des produits de base tient une place dominante. Rien de sérieux et rien de valable ne sera réalisé en Afrique tant que ce problème n'est pas résolu. Nos pays n'ont pas encore dépassé le stade de la production primaire et subissent par conséquent d'une façon amplifiée tous les effets néfastes des fluctuations des cours. Les variations des prix et du volume des échanges se répercutent directement et brutalement sur les structures économiques et sociales de nos pays en provoquant entre autres l'insécurité de l'emploi, l'instabilité des revenus des populations et des Etats eux-mêmes, ainsi que le déséquilibre des ressources extérieures et de la balance des paiements. Je souligne à cet égard que dans un grand nombre de nos pays, la plupart des populations actives sont employées à l'agriculture, secteur particulièrement sensible aux

créant de véritables « goulots d'étranglement » qui s'ajoutent à ceux qui existent déjà !

Gilbert Pongault, secrétaire général de l'Union Panafricaine des Travailleurs Croyants et conseiller économique de la République du Congo (Brazzaville) vient de publier, dans l'hebdomadaire « La Semaine Africaine », un article intitulé : « Lueur d'espoir pour une stabilisation des cours des matières premières. »

fluctuations des marchés internationaux, c'est-à-dire l'état de fragilité dans lequel se trouvent placées notre économie et nos structures sociales.

COMPLEXITÉ DU PROBLÈME

Certes, nous savons que le problème de la stabilisation des cours des produits est très malaisé à résoudre. Des difficultés particulières se posent pour chaque produit et les actions nationales dans ce domaine sont souvent rendues inefficaces par celles des autres pays producteurs. Par exemple, le stockage par un pays d'une partie de la production ne suffit pas à pallier le danger des fluctuations des cours si, au même moment, d'autres groupes de producteurs déversent sur le marché mondial des quantités importantes du même produit.

(Suite page 2)

LES CADRES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL EUROPÉEN

La Session de Vienne du Conseil Européen de la Fédération Internationale des V.R.P., Employés de la C.I.S.C. (26 septembre 1961)

Le mardi 26 septembre, s'est tenue à Vienne, sous la présidence d'André Bapaume, la session du Conseil européen de notre Fédération internationale.

Jacques Tessier, secrétaire général de cette Internationale, fait le point du processus d'intégration européenne. Deux faits marquent la dernière période : — la signature du 14 décembre 1960 du Traité instituant l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.) qui se substitue à l'O.E.C.E. créée en 1948.

Les attributions de l'O.C.D.E. doivent lui permettre :

- a) de coordonner plus étroitement la politique économique et monétaire des Etats membres ;
- b) de développer les échanges commerciaux entre eux et avec les pays tiers ;
- c) d'intensifier l'aide des pays industrialisés aux pays en voie de développement.

— l'adoption récente par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de la Charte sociale européenne.

Le premier projet avait suscité un grand intérêt chez les syn-

dicalistes. Telle qu'elle se présente maintenant, elle constitue une « honorable déclaration d'intention des gouvernements associés ».

EVOLUTION GENERALE

Eléments positifs

Le barème de croissance économique est l'un des plus élevés du monde. L'acroissement de la production industrielle a été de 11 % de 1959 à 1960. Depuis 1958, les échanges commerciaux ont progressé de 50 %. Les salaires réels ont, dans l'ensemble, progressé, mais de façon différente d'un pays à l'autre. Seize Etats africains, devenus indépendants, ont exprimé le désir d'être associés à la Communauté Economique. L'association de la Grèce a été approuvée par le Conseil des Ministres.

Eléments négatifs

Dans les domaines où la politique commune doit être substituée aux politiques nationales, d'importants retards ont été enregistrés par rapport aux échéances prévues par le Traité de Ro-

me. C'est le cas, notamment, de la réglementation commune prévue sur les ententes et l'abus des positions dominantes.

La préparation de la politique agricole commune se révèle très laborieuse, de même en ce qui concerne les transports.

Les efforts des gouvernements en vue de mettre en œuvre une politique coordonnée de l'énergie viennent d'échouer, tout au moins provisoirement.

Pour ces raisons, la Belgique, la France et l'Italie refusent les mesures proposées par l'Exécutif, tendant à une nouvelle accélération.

DEUX FAITS ENCOURAGEANTS

1° Les perspectives d'adhésion de la Grande-Bretagne, ainsi que de plusieurs pays de l'Association de Libre Echange.

2° La conférence au sommet des Six, le 18 juillet à Bonn, amorce l'union politique de l'Europe. Il semble qu'un projet de traité, constituant un premier jalon vers les Etats-Unis d'Europe, sera l'objet d'études.

(Suite page 2)

Prestations familiales

(Suite de la première page)

Les modifications envisagées font certes apparaître les inconvénients d'une méthode prenant les salaires comme assiette des cotisations. La notion de plafond a peut-être été une erreur, mais, appliquée depuis l'origine, elle a inséré une certaine structure dans le calcul des coûts de production qui ne peut être modifiée que progressivement.

UNE autre mesure, celle de la discrimination des ressources dans l'attribution du droit à l'allocation de salaire unique, constitue une atteinte grave aux principes de base de la Sécurité Sociale dont les promoteurs de la législation ont voulu qu'il soit un régime d'assurance et non un régime d'assistance. Elle doit être condamnée par le syndicalisme.

L'unicité des prestations va de pair avec le plafonnement ; un tel système comporte une forme raisonnable de solidarité à laquelle nous ne nous sommes jamais refusés, mais les mesures envisagées, déplaçonnent, dégressivité et suppression de prestations, constitueraient une hiérarchisation à rebours que nous ne pourrions accepter.

Enfin l'inscription au budget d'un crédit de 280 millions de NF destiné à l'amélioration des prestations dans l'agriculture, a pour conséquence de faire supporter par d'autres la charge de ces prestations et notamment par les salariés et Cadres de l'industrie. Peut-être le Gouvernement aurait-il pu demander à ceux qui disposent de revenus convenables une contribution plus importante à un problème qui les concerne.

La Fédération a fait connaître ses objections au Gouvernement. Elle s'efforcera, en liaison avec la Confédération, d'obtenir la suppression de dispositions discriminatoires qui n'amélioreraient en rien le régime.

LES CADRES SUR LE PLAN EUROPÉEN

(Suite de la première page)

Premiers jalons :

- Fusion des trois Communautés ;
- Election au suffrage universel des membres d'une Assemblée parlementaire européenne.

Domaine social

Quatre faits importants :

1. Règlement fixant les modalités de fonctionnement du Fonds social européen.
2. Recommandation concernant l'égalisation des salaires féminins et masculins.
3. Un premier programme de formation professionnelle accélérée.
4. Un premier règlement sur la libre circulation des travailleurs.

ACTIVITES DE NOS ORGANES STATUTAIRES

Jacques Tessier a relaté les points importants qui ont fait l'objet d'examen et de décisions des différentes sessions du Bureau Exécutif.

Plusieurs sections professionnelles se sont réunies au cours de l'année : Commerce, Textile, Assurance, etc.

Les délégués de la profession bancaire ont participé à un colloque organisé en juin à Turin par la Fédération du Personnel des Banques d'Italie. Plusieurs délégués ont participé à des journées d'étude.

L'exposé du rapporteur a porté ensuite sur nos rapports avec les institutions européennes en vue de veiller aux intérêts généraux des employés, cadres et techniciens, dans ces Communautés. Pour ce qui concerne plus particulièrement les Cadres, J. Tessier a relaté nos travaux relatifs à la libre circulation des ingénieurs, au problème de l'équivalence des diplômes et à la recherche d'une législation européenne sur les brevets.

Après discussion générale, plusieurs décisions ont été prises par l'Assemblée en vue de la suite à donner à ces actions.

Cette réunion de Vienne, consacrée aux problèmes européens, a permis aux congressistes de mesurer le degré d'avancement d'un processus désormais irréversible. De plus en plus nos problèmes se posent et se posent déjà pour certains à ce niveau.

Déjà, les concentrations d'entreprises, les accords entre entreprises de nationalités différentes ne sont pas sans conséquences sur la situation des Cadres en France.

Nous publierons, dans le cours de l'année, des informations et études sur les problèmes posés par l'intégration européenne.

Deux études statistiques publiées dans le supplément trimestriel du Bulletin Mensuel de Statistiques (INSEE, avril-juin 1961) et la Revue Française du Travail (avril-juin 1961) permettent les quelques constatations suivantes :

1° UNE DISPARITE ACCRUE ENTRE LES SECTEURS

De janvier 1960 à janvier 1961, les taux de salaires horaires des ouvriers de secteur privé ont évolué de 7 % tandis que le traitement des fonctionnaires n'a connu qu'un relèvement de 3 %.

Depuis 1956 les indices sont passés pour les différents secteurs (1956 = 100) : à 147,0 pour l'ensemble des activités du secteur privé, à 144,1 pour le secteur nationalisé, à 142,0 pour la Fonction Publique.

(ces chiffres sont donnés pour la zone O au 1^{er} janvier 1961)

2° UNE EVOLUTION DES SALAIRES TRES INEGALE SUIVANT LES SECTEURS

Les taux de salaires horaires ont évolués de 7,6 % en moyenne

STABILISATION DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES

(Suite de la première page)

Une action de caractère général est donc nécessaire, elle sera d'autant plus profitable qu'un grand nombre de consommateurs s'y seront également associés.

LES CHIFFRES QUI PARLENT

(...) J'ai dit plus haut que les cours des produits primaires, et spécialement ceux d'origine agricole, sont extrêmement sensibles à la conjoncture et que leurs variations, même pendant une période de temps relativement faible sont considérables. J'ai relevé à l'O.E.C.E. que « entre le milieu de 1953 et le milieu de 1954, le cours du cacao a doublé, et, par la suite, il est retombé bien au-dessous de son point de départ ». Le prix moyen de l'huile de palme qui était de 358 dollars des Etats-Unis la tonne en 1951 était tombé à 182 dollars en 1953. Le marché du coton et celui du café fournissent des exemples du même ordre, et encore s'agit-il ici de moyennes annuelles, les fluctuations déjà considérables sur cette base apparaissent singulièrement plus brutales si je me réfère aux valeurs extrêmes.

Considérant maintenant ce problème sous son aspect le plus général, un spécialiste déclarait tout dernièrement que l'exportation des produits de base en provenance des pays sous-développés représente 25 milliards de dollars. Une baisse de 20 % des prix (ou du volume des échanges) entraînerait une perte de 5 milliards de dollars, soit le double de l'aide apportée la même année aux pays en voie de développement.

Je m'en suis surtout tenu jusqu'à présent au problème des prix, mais il est évident que les fluctuations du volume des échanges ont des conséquences similaires. Aussi, le pouvoir d'achat des pays exportateurs des matières primaires dépend étroitement de l'évolution des termes de l'échange. Il faut reconnaître qu'une politique allant contre le progrès technique pour maintenir les termes de l'échange existant à un moment donné ne serait pas réaliste, ni favorable à long terme aux intérêts des pays actuellement exportateurs de produits de base. Mais cette considération des termes de l'échange devrait pousser les pays industriels à faire participer les acheteurs de leurs produits aux baisses de prix de revient que permet ce progrès technique.

(...) Nos pays doivent porter un grand intérêt aux efforts entrepris par les Nations Unies et les institutions spécialisées pour y

porter remède. Les réserves théoriques et les difficultés techniques auxquelles on se heurte expliquent les lenteurs observées. Une action concrète dans ce domaine est devenue urgente, car la stabilité et la prospérité de l'économie d'une grande partie du monde dépendent de la solution qui sera apportée au problème des produits de base.

J'ai pris note que la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies avait inscrit dans son programme de travail pour 1960-1961 « l'étude comparative et l'évaluation des méthodes employées en vue de stabiliser les prix intérieurs des produits de base » et qu'elle se propose de présenter un « rapport sur l'action internationale en vue de stabiliser les prix des produits de base, y compris l'étude des effets de cette action sur les productions africaines ».

Je souhaite vivement que la Commission internationale des produits de base de l'O.N.U. examine ces études en 1962 avec une particulière attention et qu'elle s'attache à intégrer l'aspect spécifiquement africain de ces travaux dans la perspective plus vaste qui est la sienne.

ÉCONOMIE DE DONS

(...) Je sais ce que représentent les aides aux pays en voie de développement sous leurs formes diverses, dons et prêts, et que, sans elles, des catastrophes seraient déjà survenues dans bien des régions du monde. Mais nous pensons que tous les efforts doivent tendre à la substitution la plus rapide de ressources propres à l'aide extérieure, il n'y a pas d'économie au monde qui puisse se construire sur des dons du fait, tout problème d'ordre psychologique mis à part, de l'incertitude du renouvellement de ces actes généreux. Une série de prêts permet de franchir une période difficile, mais elle impose des charges d'intérêts, même lorsque celles-ci sont modestes ; en outre, le remboursement doit être envisagé, car aucune économie ne peut supporter un endettement excessif.

Il apparaît donc logique, de ce point de vue aussi, de normaliser les échanges des produits de base. Le problème de l'élimination des fluctuations excessives des prix et du volume des échanges doit être abordé de pair avec celui de l'aide financière et technique. Tous deux sont intimement liés et doivent être traités de front pour donner aux nations en voie de développement leur chance de sortir de la condition de pays assistés.

LES SALAIRES EN 1960

	Manœuvre spécialisé	Ouvrier spécialisé (OS 2)	Professionnels (P 3)	Ensemble
(chiffres en NF.)				
Accord 1 ^{er} octobre 1960	1,85	2,08	2,76	
Salaires horaires moyens :				
— Zone O au 1 ^{er} octobre 1960	2,165	2,505	2,947	
— Région Parisienne	2,17	2,76	3,40	2,96

du 1^{er} octobre 1959 au 1^{er} octobre 1960. Mais cette hausse n'a pas été uniforme dans toutes les industries. Voici quelques exemples :

Production des Métaux... 9,9 %
Industries Mécaniques et
et Electriques 8,2 %
Bâtiment et Travaux Publi-
cités 6,2 %
Industrie chimique Caout-
chouc 11,3 %
Hygiène 5,5 %

3° DES DISPARITES ENTRE CATEGORIES PROFESSIONNELLES

En prenant l'indice 100 pour base 1956 on obtient les pourcentages suivants en septembre 1960 :

Pour les Cadres 149,5
Pour les Agents de Maîtrise
et Techniciens 141,7
Pour les Employés 143,4
Pour les Ouvriers 140,3

Ces taux moyens recouvrent de fortes disparités suivant les branches. En outre le déplacement de salariés des professions à bas salaires vers des professions à hauts salaires, en modifiant la pondération, fait ressortir une augmentation globale supérieure aux augmentations par branches. Il y a donc lieu d'être extrêmement prudent dans l'usage de telles

statistiques et de se garder des interprétations abusives.

4° LES MINIMA SONT TOUJOURS AUSSI LOIN DES REELS

Le tableau suivant (industrie des Métaux de la Région Parisienne) permet de constater que les salaires moyens sont bien au-delà des barèmes faisant l'objet d'accord. Remarquons que ce barème, qui est toujours en vigueur, avait été relevé de 17 % alors que la Chambre patronale offrait 5 % au départ des discussions !

INGÉNIEURS ET CADRES

VOUS FINANCEZ, dans les prix des produits et services que vous utilisez, **L'ORGANISATION SYNDICALE DE VOS EMPLOYEURS.**

Etes-vous en règle dans le financement de **VOTRE PROPRE SYNDICAT ?**

SI OUI : Très bien.

SI NON : Réglez rapidement vos cotisations en retard au **C.C.P. de votre Syndicat** (pour Paris : au **C.C.P. SYNDICAT DES INGENIEURS ET CADRES, PARIS 4169-19**)

L'A.G.I.R.C. EN DEUIL

C'est avec stupéfaction que tous ceux qui le connaissaient ont appris le décès, le 18 octobre 1961, au cours d'une crise cardiaque, de M. Ivan Martin, directeur de l'A. G. I. R. C. Il était âgé de 62 ans.

Maître de Requêtes au Conseil d'Etat, Ivan Martin, après avoir occupé durant vingt années des fonctions dans plusieurs ministères et organismes importants, fut choisi, en 1949, pour être le directeur de l'A. G. I. R. C., alors rue du Regard, d'où, en pleine expansion, elle devait se fixer

ensuite rue Leroux où elle est encore.

Ivan Martin devait y donner toute sa mesure et, unanimement apprécié et estimé, il ne laisse que des regrets tant parmi ses amis que parmi ses collaborateurs. C'est une lourde perte pour l'A.G.I.R.C. et pour le régime institué par la convention du 14 mars 1947, auxquels étaient précieuses tant ses qualités humaines que son expérience et sa compétence.

A sa famille et aux membres du Conseil d'administration de l'A. G. I. R. C., nous adressons nos condoléances émues.

LE COMITÉ NATIONAL DE LA C.F.T.C. DU 28 OCTOBRE ANALYSE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ACTION REVENDICATIVE

Après avoir enregistré les nombreux mouvements revendicatifs de ces dernières semaines, le Comité National SE FELICITE de l'ampleur et du succès des actions engagées dans tous les secteurs d'activité.

SALUE, à cette occasion, les centaines de milliers de Cheminots, Gaziers, Electriciens, Mineurs, Travailleurs de la R.A.T.P. et de l'Aviation Civile qui ont largement manifesté leur volonté de faire aboutir leurs revendications.

REAFFIRME, une fois de plus, l'urgence de véritables discussions entre les Directions des Entreprises nationalisées et les Organisations Syndicales ouvrières.

SALAIRES - PRIX POUVOIR D'ACHAT

Le Comité National, qui s'est à nouveau penché sur les disparités existantes et la situation faite aux catégories de travailleurs et de retraités les plus défavorisés.

S'ELEVE contre les hausses de prix tolérées ou provoquées par le Gouvernement, hausses qui risquent d'annuler les effets de revalorisations de salaires obtenues par les travailleurs et qui confirment l'incapacité des Pouvoirs Publics de promouvoir une véritable politique de pouvoir d'achat.

RAPPELLE les positions constamment réaffirmées de la C.F.T.C. pour

- Le relèvement important du S.M.I.G. et l'établissement de la parité pour les travailleurs de l'Agriculture,
- La suppression des abattements de zone et la réduction progressive des disparités de salaires entre régions et branches industrielles,
- L'augmentation substantielle de l'ensemble des prestations familiales,
- La revalorisation des retraites et pensions.

RAPPELLE également les demandes effectuées par la C.F.T.C. pour l'ouverture de discussions paritaires à l'échelon national pour

- La réduction de la durée du travail,
 - L'aménagement de la convention d'Assurance-Chômage,
 - La généralisation des Retraites complémentaires.
- EXIGE que soit enfin réunie la Commission Supérieure des Conventions Collectives, qui, au mépris des dispositions légales, n'a pas été convoquée depuis 1957.

SECURITE SOCIALE

Le Comité National S'ELEVE vivement contre les méthodes technocratiques d'un Gouvernement qui continue à préparer en Comités restreints les décisions de caractère social, sans confrontations réelles avec les Organisations Syndicales de Travailleurs.

Sur le plan des Prestations Familiales et devant les orientations gouvernementales, qu'il s'agisse du décalage des cotisations d'Allocations Familiales ou de l'Allocation de salaire unique,

IL CONFIRME les positions fondamentales de la C.F.T.C.

- Le financement des régimes de prévoyance sociale est à revoir dans son ensemble et un financement complémentaire s'avère de plus en plus indispensable.
- L'autonomie des fonds des Prestations Familiales doit être effective au sein du régime général de Sécurité Sociale et la distribution intégrale des ressources doit être garantie aux familles.
- L'allocation de salaire unique doit faire place à une véritable Allocation de choix, permettant ainsi à la mère qui le désire de se consacrer à son foyer et à l'éducation de ses enfants.
- La Commission Supérieure des Allocations Familiales, dont la C.F.T.C. a demandé la convocation, doit être réunie dans les plus brefs délais.

Concernant les honoraires médicaux et rappelant l'expérience actuelle du remboursement des frais médicaux à 80 % par voie de Conventions avec le Corps Médical, le Comité National

Précise que la C.F.T.C. considère cette expérience comme la dernière tentative de règlement

amiable avec le Corps Médical.

EXIGE que, dans les départements où les Syndicats Médicaux s'obstinent à ne pas vouloir conclure de Conventions, des mesures d'autorité soient prises permettant, soit par voie de tarifs opposables, un remboursement effectif de 80 % des dépenses médicales des Assurés Sociaux.

En matière de renouvellement des Conseils d'Administration, au moment où un projet de loi doit être déposé sur le Bureau du Parlement, le Comité National

REAFFIRME vigoureusement l'attachement de la C.F.T.C. à la composition actuelle des Conseils et à l'élection des Administrateurs par les assurés sociaux, déjà deux fois retardée par le Gouvernement.

EXIGE que soit enfin fixée la date du scrutin.

L'EMPLOI

Devant les licenciements collectifs intervenus ces dernières semaines et les difficultés subsistant dans diverses régions et industries, le Comité National,

DECLARE, à nouveau, qu'il est de la responsabilité de l'Etat d'intervenir directement pour la création de nouveaux emplois dans les secteurs en récession.

RECLAME, d'autre part, une législation plus stricte en matière de licenciements collectifs, afin que soient sauvegardés les droits des travailleurs.

Enfin, le Comité National s'élève contre les licenciements toujours plus nombreux de délégués syndicaux ainsi que contre les atteintes apportées au droit syndical.

EXIGE que de véritables garanties soient obtenues pour les délégués syndicaux et que les services du ministère du Travail sanctionnent sévèrement les atteintes caractérisées au droit syndical.

IV^e PLAN

Au moment où sont rendues publiques les grandes orientations du IV^e Plan, le Comité National, après avoir enregistré une amélioration dans les procédures d'élaboration et confirmé pleinement les déclarations de

ses représentants au Conseil supérieur au Plan,

DECLARE que les objectifs sociaux qui devraient constituer les buts déterminants d'une planification telle que la conçoit la C.F.T.C., ne sont pas suffisamment définis et que n'apparaît pas la volonté de mettre en œuvre les mesures permettant un développement équilibré des différents secteurs de l'économie.

RAPPELLE, en définitive, qu'il ne peut y avoir de planification démocratique dans un régime de libéralisme économique dans lequel les représentants des travailleurs n'ont aucun pouvoir de décision.

Le Comité national a, d'autre part, renouvelé sa condamnation du déferlement des violences provoqué par le conflit algérien quels qu'en soient les auteurs, et, s'inclinant avec respect devant toutes les victimes, souligne que ces faits entrent dans l'infamie logique d'une guerre qui immanquablement entraîne :

- Le mépris des valeurs humaines,
- Le développement du racisme,
- La dégradation des consciences et du sens national.

Il confirme que ce processus doit être brisé rapidement par la négociation et la paix.

Par ailleurs, le Comité National a exprimé l'indignation des travailleurs devant le monstrueux développement des expériences nucléaires dans le monde et tout particulièrement en U.R.S.S.

Il proclame que quels qu'ils soient, ceux qui ne cessent de menacer le monde de la plus effroyable destruction ainsi que ceux qui les approuvent n'ont aucun droit à se prétendre les champions de la paix.

UN APPEL DU M.I.C.I.A.C.

Nous avons reçu de M. Claude Lagrange, président du M.I.C.I.A.C. (Mouvement d'Ingénieurs et Chefs d'Industrie d'Action Catholique) la lettre ci-dessous.

Bien que l'action du M.I.C.I.A.C. se situe sur un autre plan que la nôtre, c'est très volontiers que nous répondons à son appel, persuadés que cette motion répond aux préoccupations de nos adhérents et qu'ils voudront bien, pour la plupart, s'associer à la campagne d'opinion préconisée.

A. B.

Monsieur le Président,

Lors du Conseil National du M.I.C.I.A.C. à Lyon, les 21 et 22 octobre 1961, 600 directeurs et ingénieurs, venus de différentes régions de France et représentant toutes les professions, ont tenu à prendre publiquement position, par la motion du texte ci-joint, devant les graves événements

des dernières semaines, consécutifs au conflit algérien.

Cette prise de position de Cadres dirigeants de l'industrie, soucieux d'apporter leur concours à la construction de la paix, dans un climat de non violence, doit constituer un appel à l'ensemble du corps social auquel ils appartiennent.

C'est dans cet esprit que nous nous adressons à votre Groupement, pour lui demander de participer à cette campagne d'opinion. Le poids, dans la vie du pays, du corps social des dirigeants et cadres de l'industrie peut apporter à cette campagne un apport décisif.

Nous espérons que, par votre intermédiaire, vos adhérents auront le souci de participer à cette campagne. Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le Président :
Claude LAGRANGE.

MOTION

présentée par le Conseil National du MICIAC
le 22 octobre 1961

Les Directeurs, Ingénieurs et Cadres du MICIAC, réunis en Conseil National à Lyon, bouleversés par

- La vague de violence qui s'amplifie actuellement en Algérie et en métropole,
- Particulièrement les attentats terroristes, d'où qu'ils viennent, contre le personnel du service d'ordre et les personnalités politiques,
- Et certaines méthodes employées dans le maintien de l'ordre, se référant à la déclaration de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques du 13 octobre 1961,

INVITENT tous les patrons, directeurs, ingénieurs et cadres, catholiques ou non, à la réflexion et à l'action pacifique, afin que :

- 1° Le respect absolu de la personne humaine soit assuré en toutes circonstances ;
- 2° Les répressions collectives, qui atteignent fatalement des innocents, ne soient jamais admises ;
- 3° L'uniforme ou la race ne soient jamais un critère de jugement ou de discrimination ;
- 4° Les précautions nécessaires soient prises pour respecter les liens familiaux ;
- 5° Les secours humains, collectifs ou individuels, puissent être donnés à tous les prisonniers, internés, assignés à résidence, et à leur famille.

et DEMANDENT donc que nul n'accepte de partager sans critique les réactions passionnelles et aveugles dans lesquelles il risque de se laisser entraîner.

Mouvement
des Ingénieurs et Chefs d'Industrie
d'Action Catholique.

LE PROJET DE BUDGET POUR 1962

	Projet 1962	Loi de Finances 1961	Loi de Finances 1961 rectifiée
I. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF :			
Dépenses civiles de fonctionnement.....	43 823	37 869	39 165
Dépenses d'équipement civil	7 055	6 858	6 916
Dommages de guerre.....	1 044	1 316	1 316
Dépenses militaires	17 274	16 818	17 199
Comptes spéciaux	3	— 21	— 21
Total des dépenses.....	69 199	62 840	64 575
Recettes	68 157	62 520	63 770
Déficit	1 042	320	805
II. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE :			
Prêts divers de l'Etat (Titre VIII).....	221	224	224
Prêts du F.D.E.S.....	3 050	3 050	3 090
Prêts aux H.L.M.....	2 450	2 380	2 430
Consolidation des prêts à la construction..	600	1 350	1 220
Autres comptes spéciaux	518	555	736
Total des dépenses temporaires.....	6 839	7 559	7 700
Ressources temporaires	1 011	1 022	1 022
Déficit	5 828	6 537	6 678
III. CHARGE NETTE DU TRESOR :			
« Impasse »	6 870	6 857	7 483

● Notons quelques caractéristiques marquantes du projet :

- augmentation des dépenses de 8 % environ ;
- la quasi totalité de cette progression intéresse les dépenses civiles ;
- les moyens des services (traitements des fonctionnaires et Education nationale)

(140 537 emplois de fonctionnaires seront créés l'an prochain et 112 025 supprimés. L'Education nationale intervenant pour 37 797 créations et 10 130 suppressions) ;

— les interventions économiques (agriculture notamment) ;

- un effort particulier est également inscrit dans le domaine culturel et social (recherche, santé, équipement urbain) ;
- les dépenses militaires augmentent dans une proportion moindre ;
- la diminution des crédits ouverts au titre des dommages de guerre résulte de l'achèvement progressif des opérations de reconstruction.

● Les recettes fiscales devraient augmenter d'environ 7 % du fait de l'expansion économique,

— on relève l'application de certains allègements fiscaux qui avaient été annoncés il y a un an ;

- aménagement du barème de la surtaxe progressive et suppression d'un demi-décime ;
- taux de la taxe complémentaire ramené de 8 % à 6 %.

— On note des propositions de mesures nouvelles :
— institution d'un impôt sur les plus-values foncières ;
— l'exclusion des frais généraux des entreprises de certaines dépenses somptuaires.

UN BILAN DES NATIONALISATIONS

par Alain CEDEL
en collaboration avec
l'équipe économique
de CITOYENS 60 (*)

Le club Jean-Moulin vient de publier un « Essai de bilan sur l'expérience des nationalisations en France », qui vise à formuler un jugement sur les nationalisations. Cet essai apporte une contribution utile à ceux qui se demandent si les nationalisations ont répondu aux espoirs qu'elles avaient suscités et s'il convient de les maintenir et de les étendre pour promouvoir une économie véritablement démocratique.

Il s'agit d'une question particulièrement importante de la vie économique, dont l'actualité, jamais perdue, a été mise en évidence ces derniers mois avec les grèves qui ont paralysé le secteur public, et le Congrès de la S.F.I.O., au cours duquel l'extension des nationalisations a été réclamée.

Pour notre part, après avoir retracé l'essentiel de l'étude précitée, nous verrons s'il est possible de la prolonger sur quelques points. Le sujet est trop vaste, de toutes façons, pour pouvoir prétendre en étudier ici tous les aspects, mais notre ambition est seulement de donner à chacun quelques jalons pour réfléchir sur une question où nous avons souvent une expérience personnelle.

L'ESSAI DU CLUB JEAN-MOULIN

Les auteurs rappellent que la nationalisation des secteurs clés de l'économie est une vieille revendication socialiste, inscrite au programme de la C.G.T. depuis 1919 et à celui de la C.F.T.C. depuis 1936. Cette revendication fut adoptée par la plupart des mouvements de la Résistance, qui en firent un des points fondamentaux du programme du Conseil national de la Résistance.

Les objectifs des nationalisations étaient, en gros :

- sur le plan économique, la constitution d'un moyen de lutte contre les trusts et d'un instrument de planification, ainsi que la possibilité de transférer le profit capitaliste aux travailleurs ;
- sur le plan social, la libération des travailleurs, tout à la fois grâce à la libération de l'individu et au développement de la cogestion.

Les nationalisations ont-elles atteint leur objectif ?

« Non » répondent tout de suite les auteurs de l'étude, et cela en grande partie parce que certains de ces objectifs étaient peu réalistes. 1. En ce qui concerne l'abolition du profit, il faut convenir que celui-ci a très largement changé de signification.

Il ne s'agit plus du profit de style XIX^e siècle, pris par l'entrepreneur individuel pour la satisfaction de ses besoins personnels, ce qui créait des inégalités de niveau de vie intolérables, mais de bénéfices essentiellement consacrés au réinvestissement. Il est indéniable que des inégalités criantes subsistent dans le niveau de vie, grâce, moins à la distribution des dividendes, qu'à l'imperfection du système fiscal (imputation de nombreuses dépenses personnelles sur les frais généraux, non-imposition des gains en capital, etc.). Néanmoins on ne peut plus attendre une amélioration sensible du niveau de vie des travailleurs par la redistribution des profits, qui vont à la consommation, et il faut bien davantage la rechercher dans la croissance économique et dans l'amélioration de la productivité.

Il n'y a donc pas disparition des profits dans l'entreprise nationalisée, car les investissements sont toujours nécessaires et il y a toujours un arbitrage à réaliser entre :

- les salaires, qui déterminent la consommation des membres de l'entreprise ;
- les prix de vente, qui déterminent la consommation de l'ensemble des ménages ;
- l'autofinancement, qui détermine la croissance de l'entreprise.

2. En ce qui concerne la libération des travailleurs :

a) Sur le plan individuel. Certains attendaient une véritable révolution dans ces conditions de travail à la base. Il n'en a rien été, malgré quelques améliorations dans la sécurité du travail et le rôle important joué par les délégués d'atelier. De plus, ces améliorations ne sont pas propres au secteur public et elles sont souvent ressenties comme étant octroyées. Enfin, les rapports entre ouvriers, maîtrise et techniciens n'ont connu aucune modification fondamentale. L'esprit des cadres n'a guère été modifié, leur recrutement et leur formation étant restés les mêmes.

b) Sur le plan collectif. La cogestion, que l'on pouvait espérer, n'existe pas. La participation de représentants syndicaux aux conseils d'administration a eu peu d'effets, en particulier depuis l'entrée de la C.G.T. dans l'oppor-

sition à partir de 1947, et son élimination de ces conseils.

Mal préparés en général, les syndicalistes se sont sentis très vite dépassés. S'ils sont souvent informés dans des conditions satisfaisantes, leur rôle va rarement jusqu'à participer à l'élaboration des décisions.

Il faut reconnaître que la formation économique des cadres syndicaux reste parfois insuffisante et qu'il leur arrive, de ce fait, de prendre des positions objectivement inacceptables par la Direction.

On peut se demander du reste si les syndicats ont réellement intérêt à prendre des responsabilités effectives dans la gestion. Celles-ci peuvent en effet jouer contre leur capacité de revendication et risquer d'entraîner de profondes réactions de la base contre la collaboration des cadres syndicaux avec la direction de l'entreprise.

Quant aux dirigeants des entreprises nationalisées, ils sont souvent des techniciens pour qui les problèmes sociaux restent secondaires. Tous considèrent comme essentielle la nécessité de l'autorité et de l'unité de direction.

3. En ce qui concerne le pouvoir économique : a) Destruction du pouvoir des trusts et des monopoles. Les nationalisations ont assurément réduit le pouvoir des puissances économiques privées en les déposant de secteurs où leur rôle était très important, et leur donnaient des moyens de pression considérables sur l'Etat. Mais le pouvoir des trusts semble s'être fait sentir, en France du moins, essentiellement sur le plan financier, et à cet égard on peut se demander si la nationalisation du secteur bancaire a réellement permis aux Pouvoirs publics de réaliser une politique efficace de contrôle du crédit et de la monnaie (1).

b) Pouvoir économique de l'Etat. Bien que l'Etat dispose des nominations et exerce un contrôle, l'entreprise nationalisée reste très autonome, notamment dans l'établissement de ses programmes d'investissement.

Les aspects positifs

1. Sur le plan social, certaines entreprises ont apporté un dynamisme certain. Ainsi Renault qui, lors du fameux contrat signé avec les syndicats, il y a quelques années, avait prévu une hausse annuelle de 4 % des salaires. L'emploi est entouré de garanties individuelles et collectives, quant à la sécurité de l'emploi et à la stabilité des ressources (statut du mineur (2), fonds d'égalisation des ressources chez Renault, par exemple).

2. Sur le plan économique. L'existence d'entreprises publiques dans les secteurs de base apporte une cohérence plus grande à la gestion économique notamment en permettant une meilleure organisation. Ces entreprises favorisent la propension à la technique et à l'investissement. Elles sont les instruments privilégiés d'une politique de croissance dans le cadre d'une économie concertée.

Selon les auteurs de l'étude, il ne faut demander aux entreprises nationalisées de se faire l'intermédiaire d'actions spécifiques de l'Etat que dans des cas peu nombreux. Toute intervention tend à fausser le calcul économique, aussi bien à l'intérieur de l'entreprise, que dans ses relations avec ses clients et fournisseurs, ce qui finalement risque de jouer contre la productivité nationale. La vente au prix de revient, après avoir fait une part normale aux nécessités de l'auto-financement, est une exigence, non seulement financière, mais aussi économique. C'est ainsi que :

- Agir sur le torit global des entreprises nationalisées, pour maintenir les prix à la consommation, nuit à l'équipement, et, par là même, à la consommation future ;
- Maintenir des péréquations, comme à la S.N.C.F., fondées sur des considérations extra-économiques, est contraire à la meilleure répartition des ressources en fonction des besoins. Dans le cas des transports, c'est le principal obstacle à une coordination conforme à l'intérêt général.

De toute manière, s'il faut réaliser l'insertion des entreprises nationalisées dans la politique économique de l'Etat, encore faut-il que celle-ci existe et soit appliquée.

Sur le plan social, la cogestion pourrait concrètement s'instaurer à la base, au niveau des délégués d'atelier, sur des questions d'hygiène, de cadences, de sécurité, etc. Par contre, aux yeux des rédacteurs de l'étude, il semble qu'il faille attendre assez peu de la cogestion au sommet, d'une part parce qu'elle est peut-être contraire aux nécessités de l'unité de direction, d'autre part parce qu'elle suppose une véritable mutation psychologique chez les syndicats, enfin parce qu'elle est assez peu concevable dans le climat politique actuel.

Les auteurs soulignent enfin que, dans un contexte politique différent, la signification sociale des nationalisations peut changer du tout au tout.

Faut-il nationaliser d'autres secteurs ?

Le club Jean-Moulin estime que la nationalisation de tous les secteurs économiques n'entraînerait pas de changement spécifiques sur le plan social, mais sur le plan économique, signifierait une planification rigide, qui irait à l'encontre de notre idéal de liberté nécessaire. Au surplus, les moyens d'intervention économique dont dispose un Etat, même démocratique, sont efficaces et peuvent le devenir davantage encore, la nationalisation n'étant qu'un de ces moyens.

Toutefois, l'on peut encore concevoir la nationalisation d'un monopole, ou d'un secteur opposant sa force d'inertie à l'Etat. L'étude cite la sidérurgie, dont l'expansion serait due à l'Etat et se serait faite dans beaucoup de contrôle, un exemple de son inertie s'étant manifesté lors de la création du complexe de Bône (3).

On peut aussi concevoir la création d'une entreprise publique dans des secteurs qui manifestent leur carence à la réorganisation et à l'expansion, tel le secteur des biens d'équipement, ou la distribution de produits alimentaires. La création de l'U.G.P. correspondrait, selon les auteurs, à cette optique.

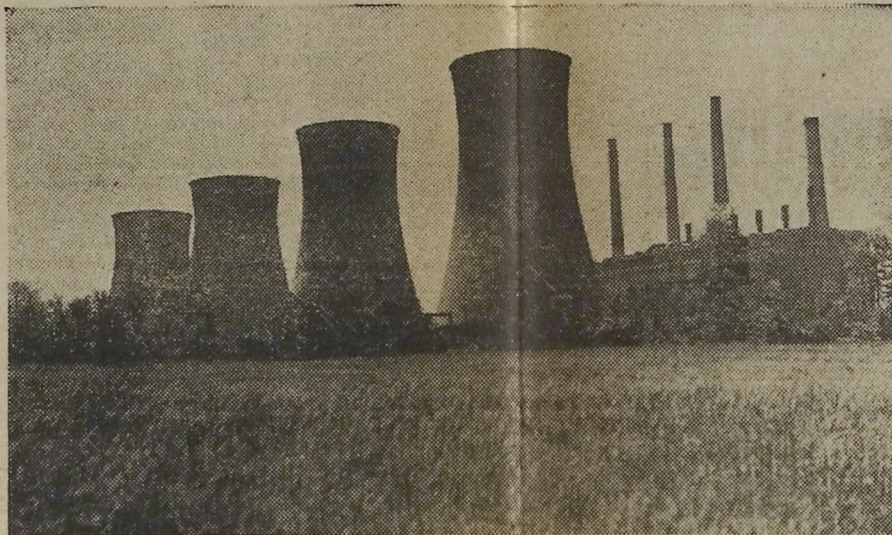
Enfin la nationalisation peut encore s'avérer nécessaire pour compléter celle d'un secteur, dans la mesure où la concurrence s'exerce entre secteurs à l'intérieur d'une même fonction économique : transports ou énergie, par exemple.

Bref, la nationalisation n'apparaît plus, aux yeux du club Jean-Moulin, comme une fin en soi, mais comme un des moyens de promouvoir une véritable planification démocratique.

(1) En ce qui nous concerne, nous ne le pensons pas. La nationalisation du crédit reste à faire.

(2) Qui concerne également des entreprises privées (mines de fer en particulier).

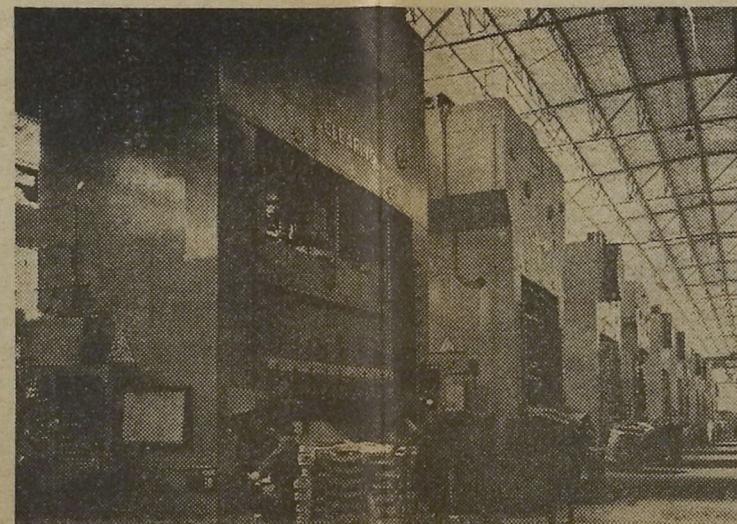
(3) L'exemple est-il vraiment bien choisi ?



LES INDUSTRIES NATIONALISÉES SONT LES INSTRUMENTS PRIVILÉGIÉS...



...D'UNE POLITIQUE DE CROISSANCE DANS LE CADRE D'UNE ÉCONOMIE CONCERTÉE



Après avoir ainsi résumé l'étude faite par le Club Jean-Moulin, dont les auteurs soulignent qu'ils ne prétendent pas épuiser le sujet, mais qu'ils ont eu seulement pour ambition d'établir une base de réflexions, nous voudrions le prolonger vers deux directions :

— Indiquer que les nationalisations, dans le sens où on les a entendues en 1944, n'ont pas été le seul moyen de constituer un secteur public dans notre économie. Il n'est peut-être pas sans intérêt de tenter de faire très rapidement le tour du secteur public en relevant ici et là les motifs qui ont inspiré la création de telle ou telle entreprise ;

— Situer le secteur public dans l'ensemble de l'économie nationale en chiffrant l'importance de son domaine et en montrant le rôle des entreprises publiques dans le développement des investissements.

LE SECTEUR PUBLIC DANS SON ENSEMBLE

Le secteur public s'est lentement formé, sans plan préalable. Sa constitution a été le fait de plusieurs facteurs différents les uns des autres :

1. Création d'entreprises destinées à jouer le rôle de pilote ;
2. Abandon par le secteur privé d'entreprises en difficulté ;
3. Divers.

Création d'entreprises destinées à jouer un rôle de pilote dans les secteurs boudés par l'initiative privée

Il s'agit là d'une très ancienne idée, malgré ses apparences modernes, puisqu'elle remonte à la création, sous l'ancien régime, de manufactures comme celle de Sévres. Beaucoup plus près de nous, la recherche du pétrole a été longtemps le fait de la Régie Autonome des Pétroles, qui a découvert le gaz de Saint-Marcel, cependant que le Bureau de Recherches des Pétroles était destiné à prendre des participations ou à consentir des prêts à des entreprises privées.

Illustration de la carence des banques d'affaires, dont le rôle principal devait être de lancer de nouvelles affaires, de favoriser l'innovation. En France, c'est l'Etat qui prend habituellement de telles initiatives... et de tels risques, le capitalisme financier le relayant, une fois l'opération devenue rentable !

Abandon par le secteur privé d'entreprises en difficulté

L'exemple le plus caractéristique en ce domaine est celui des transports, notamment ferroviaires.

La nationalisation des chemins de fer en 1937 n'est pas du tout une conquête, par les forces sociales, d'un des fruits les plus appétissants de l'arbre capitaliste, mais bel et bien la chute d'un fruit blette. C'est parce que les chemins de fer étaient gravement déficitaires qu'ils ont dû être pris en charge par l'Etat. Et l'origine de cette nationalisation remonte très loin, puisque, dès 1878, l'Etat avait dû constituer son propre réseau par le rachat de diverses petites compagnies exploitant des lignes d'intérêt secondaire dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Ce réseau s'était agrandi en 1908 avec le rachat du réseau de l'Ouest, gravement déficitaire lui-même.

L'origine des difficultés financières des compagnies de chemins de fer ne tenait pas toujours à une mauvaise gestion, il faut le souligner tout de suite, mais au fait que l'initiative privée n'a jamais été pleinement libre dans ce domaine, en France du moins. La prise en considération par l'Etat, de l'idée qu'il s'agissait d'un service public l'avait conduit, dès l'origine, à imposer des charges assez lourdes et à limiter, en particulier, les possibilités de manœuvres en matière de tarifs.

De même, ce sont des difficultés financières qui ont fait passer, entre les deux guerres, dans le secteur public, la Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie des Messageries Maritimes, et, après la Libération, la Compagnie du Métropolitain et les autobus parisiens (S.T.C.R.P.).

Enfin, l'on trouve des établissements constitués pour des motifs très divers

— Le S.E.I.T.A., uniquement pour exploiter le monopole des tabacs et allumettes, à but purement fiscal.

— Toute une série d'établissements : Office National Industriel de l'Azote, Mines domaniales de Potasse d'Alsace, etc., pour exploiter un bien ou un brevet ennemi donné à titre de réparation après la guerre 1914-1918.

La création en France d'un secteur public industriel ne date donc pas de la Libération. L'expérience avait des antécédents. Peut-être est-ce un peu pour cette raison que, moins révolutionnaire qu'il n'y paraît à première vue, elle n'a pas, sur le plan économique et social, provoqué un tel fossé entre le secteur privé et les entreprises nationalisées.

SA PLACE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

D'après une étude assez récente de la Documentation française, les entreprises publiques occupent en France 7 % de la population active du pays, élaborent 10 % du revenu national, et réalisent 25 % des investissements.

Ce dernier chiffre souligne le rôle moteur des entreprises publiques. Nous reviendrons du reste sur ce point important. Le tableau suivant permet de faire quelques comparaisons avec l'étranger.

Part des entreprises publiques dans

Pays	Revenu national	Populat. active	Invest. bruts
Pays-Bas ...	?	?	13 %
Royaume-Uni ...	14 %	14 %	32 %
Italie ...	?	?	27 %
Belgique ...	?	4 %	10 %
Suède ...	13 %	7 %	15 %
France ...	10 %	7 %	25 %

Si l'on considère les secteurs économiques sur lesquels s'exerce l'emprise de l'Etat, on peut dire que les principaux d'entre eux sont :

- Les transports :
 - ferroviaires : S.N.C.F.
 - aériens : Air France.
 - maritimes : Compagnie Générale Transatlantique et Compagnie des Messageries maritimes.
 - urbains : R.A.T.P.

auxquels on peut rattacher la production automobile (Renault) et aéronautique (Sud-Aviation, Snecma, etc.).

- L'énergie :
 - électricité, gaz, charbon ;

- Le pétrole :
 - Régie autonome des Pétroles, Compagnie Française des Pétroles, Société Na-

tionale des Pétroles d'Aquitaine, C.P.A., S.O.G.E.R.A.P., U.G.P., etc. (4).

- L'énergie atomique :
 - Commissariat à l'Énergie atomique, E.D.F.

- Le secteur bancaire :

Outre la Banque de France, dont le rôle se situe sur un plan très particulier, les quatre grandes banques nationalisées : Crédit Lyonnais, Société Générale, B.N.C.I. et C.N.E.P., représentent environ 55 % de l'activité bancaire proprement dite. Il faut y ajouter les réseaux du Crédit Populaire et du Crédit Agricole, très développés maintenant, qui font une dure concurrence aux banques. D'autre part, la Caisse des Dépôts et Consignations joue un rôle éminent dans de nombreux secteurs, grâce aux fonds considérables dont elle dispose (notamment des fonds des Caisse d'Épargne) (construction, investissements des collectivités locales, action sur le marché financier) (5).

- Les assurances :
 - De nombreuses compagnies ont été nationalisées en 1945.

- Commerce extérieur :
 - La Banque Française du Commerce Extérieur et la Compagnie Française d'Assurances pour le Commerce Extérieur consentent d'importantes facilités aux exportateurs.

Comme il a déjà été indiqué plus haut, la part des investissements des entreprises publiques dans l'ensemble des investissements réalisés chaque année en France est environ du quart.

Les Pouvoirs publics ont ainsi en main un moyen efficace, entre autres, de politique économique, en accélérant ou ralentissant, selon les besoins, les investissements des entreprises publiques.

Dans les perspectives politiques à court terme, les conclusions de l'étude du Club Jean-Moulin rencontrent notre accord. L'Etat devrait commencer par mieux utiliser les possibilités d'orientation et de contrôle de l'économie que lui offre le secteur public. En outre, la nationalisation devrait frapper toute entreprise qui fait preuve de carence ou constitue un obstacle à la coordination de l'action économique dans tel ou tel secteur d'activité.

Nous ajouterons cependant que le secteur public devrait également absorber les firmes qui, « par leur importance stratégique, empêteraient constamment sur le pouvoir politique, ou bien seraient en mesure de déclencher des phénomènes économiques et psychologiques de nature à fausser la politique économique ». Sans oublier une réforme totale du crédit, de façon à mettre l'appareil bancaire et financier en mesure de faciliter la réalisation des objectifs du plan et de la politique culturelle.

L'AVENIR DES NATIONALISATIONS

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : poursuite de l'expansion

INDICE CORRIGÉ DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (SANS LE BATIMENT) (Base 100 en 1952)											
1958	1959			1960			1961			Moyenne	
Fév.	Janv.	Déc.	Janv.	Mars	Nov.	Déc.	Janv.	Avril	Juin	Juillet	Sept.
156	151	177	171	169	181	180	181	182	185	186	187

L'EMPLOI

- **LE MARCHÉ DU TRAVAIL** : On tend vers le plein emploi, sans atteindre toutefois le niveau de « sur-emploi » d'octobre 1957.

Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux offres déposées par les chefs d'entreprises dans les bureaux de placement et qui n'ont pu être satisfaites. Ces offres sont depuis février 1959 en progression constante, c'est-à-dire que les chefs d'entreprises trouvent de moins en moins facilement la main-d'œuvre qui leur est nécessaire.

Les demandes d'emploi non satisfaites correspondent au contraire aux demandes déposées dans les bureaux de placement par les travailleurs en quête d'un emploi et pour lesquels aucun emploi n'a pu être trouvé. Ces demandes sont en constante diminution depuis février 1959.

au premier jour du mois (en milliers) données corrigées des variations saisonnières)

(Attention ! Certains chiffres de cette rubrique ont été rectifiés)

	1957	1959	1960			1961			
	Oct.	Fév.	Mars	Sept.	Déc.	Janv.	Juin	Sept.	Oct.
Offres d'empl. non satisf.	47	12	23	25,3	31,2	29,6	35	37,1	39,1
Dem. d'empl. non satisf.	79	134	135	131	122	120	110	113	111
Chômeurs secourus	17	31	36	34	32	31	29	28	27

- **LES CONFLITS DU TRAVAIL**

Nombre de journées de travail perdues du fait de conflits du travail (en milliers)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1959	205	730	384	122	101	76	45	17	37	79	92
1960	8	30	100	71	299	272	52	7	38	119	51
1961	17	42	143	122	820	236	44*	12*	50*		22

* Provisoire

LES INDICES DE PRIX

- **INDICE DES PRIX DE GROS** (BASE 100 en 1949) : Forte hausse des produits alimentaires, hausse plus légère des produits industriels.

1957	1958	1959	1960			1961		
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Juillet	Janv.	Juin	Juillet	Sept.
145	166,4	175	180,6	176,9	183,3	179	180,5	182,15

- **PRIX DE DETAIL - INDICE DES 250 ARTICLES** (base 100 du 1^{er} juillet 1956 au 30 juin 1957) : Hausse des produits alimentaires (vin, produits laitiers, fruits et légumes).

1957	1958	1959	1960			1961		
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Juin	Sept.	Janv.	Mai	Juin
100,8	114,9	124	130,1	130,2	132,1	133,1	132,7	132,4

- **L'INDICE DES 179 ARTICLES** (base 100 en juillet 1957) :

1960	1961		
Janv.	Sept.	Déc.	Janv.
122,12	123,21	123,09	123,52

L'indice des 179 articles a dépassé le seuil 125,28 à partir duquel le S.M.I.G. doit être relevé ; il est presque certain qu'il le dépassera encore en octobre. On sait que cet indice doit dépasser le seuil deux mois consécutifs avant que ce rajustement ne soit réalisé. La hausse du S.M.I.G. serait donc effective à partir du 1^{er} décembre (la dernière hausse du S.M.I.G. a eu lieu en octobre 1960).

LES SALAIRES

- **INDICE DES TAUX DES SALAIRES HORAIRE** (toutes activités, base 100 en janvier 1956) : Hausse à un rythme plus rapide : 2,2 % au 2^e trimestre contre 1,8 % au cours du trimestre précédent.

1958	1959	1960			1961		
Janv.	Janv.	Janv.	Avril	Juillet	Oct.	Janv.	Avril
118,9	128,6	137,2	139,3	141,8	144,3	147	149,6

- **SALAIRE HORAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI** (zone 0 %)

1958	1959	1960			1961		
Janv.	Janv.	Fév.	Nov.	Janv.	Oct.	Janv.	Juin
139,20	149,25	156	160,15	160,15	163,85	163,85	163,85

COMMERCE EXTERIEUR : Très favorable.

- **INDICES DU COMMERCE** avec les pays autres que ceux de la Zone Franc. Indice des valeurs (base 100 en 1956, séries dessaisonnalisées et mises en trimestres mobiles)

	1957	1958	1959	1960	1961		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Import	95	92	110	122	114	122	121
Export	105	110	141	155	167	175	182

- **BALANCE AVEC LES PAYS AUTRES QUE CEUX DE LA ZONE FRANC.**

N. B. : Tout rapport $\frac{\text{export}}{\text{import}}$ supérieur à 93 % donne une balance commerciale positive et tend à augmenter nos réserves en devises.

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1959	87 %	102 %	105 %	101 %
1960	99 %	101 %	95 %	100 %
1961	100 %	100 %	109 %	(Oct. 109 %)

Activité professionnelle

BRETELLES, CEINTURES ET ACCESSOIRES

A la suite d'un accord conclu le 25 octobre, le point salaire hiérarchique est passé de 2,4612 à 2,7730 N.F. à dater du 1^{er} octobre 1961.

MATIERES PLASTIQUES TRANSFORMATION

La Commission paritaire du 12 octobre a fixé la majoration du point salaire de base en deux étapes :

1^o Au 1^{er} octobre 1961, il devient 2,703 N.F.

2^o Au 1^{er} janvier 1962, il passera à 2,7731 N.F.

Le précédent point était à 2,60 N.F. depuis le 1^{er} octobre 1960.

TRAVAIL MECANIQUE DU BOIS ET DES SCIERIES

Le 2 novembre, la Commission paritaire a été d'accord pour faire passer le point salaire de 2,65 N.F. à 2,8375 à compter du 15 décembre 1961.

Le précédent accord datait du 1^{er} mai 1960.

ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

Un accord est intervenu pour faire passer le point salaire national de 2,6518 à 2,7731 N.F. à dater du 1^{er} novembre 1961.

Toutefois pour la région parisienne et certaines villes de province, ce point a été fixé à 3,2152 N.F.

CARTONNAGES

L'accord conclu le 8 novembre majore pour les fabricants de boîtes en carton de la région parisienne, de 2,50 % le barème des salaires du 1^{er} janvier 1961.

Le nouveau barème prend effet le 1^{er} novembre 1961.

ALIMENTATION

Usines et Entrepôts de la région parisienne

Un nouveau point salaire hiérarchique est entré en application à dater du 1^{er} novembre. Il a été fixé à 2,86 N.F. et remplace celui de 2,652 N.F. valable depuis le 15 novembre 1960.

Un protocole accompagne cet accord de salaires. Il prévoit que les appointements ne pourront

être inférieurs à ceux payés à la date du 1^{er} mars 1961 majorés de 5 %. Dans les entreprises où il aura été décidé d'appliquer une majoration collective depuis cette date, elle sera imputée sur la garantie ci-dessus.

TEXTILE

Le 7 novembre, la Commission paritaire du Textile était réunie au ministère du Travail pour la révision des clauses générales de la Convention. Le problème de la révision des salaires a été soulevé. Mais la Délégation patronale s'est refusée à en discuter et même de fixer une date pour examiner la demande des salariés.

Devant une telle attitude, la Commission paritaire a suspendu ses travaux et les organisations syndicales ont arrêté pour le 14 novembre une journée de protestations dans les entreprises.

BANQUE

Après l'échec de la Commission Nationale de Conciliation tenue au Ministère du Travail le 27 octobre dernier, la Commission Nationale Paritaire de la Banque s'est réunie le lundi 6 novembre. Les propositions patronales consistent actuellement en une majoration en deux temps : 2 % effet 1^{er} octobre 1961 et 2,5 % effet 1^{er} mars 1962. Une nouvelle réunion est prévue pour le lundi 13 novembre.

CADRES-ASSURANCES

Le Conseil syndical des Cadres « Assurances » s'est réuni le 26 juin 1961 pour une première reprise de contact après les vacances.

Au cours de cette réunion, les problèmes de l'heure ont été examinés : augmentation du coût de la vie, salaires, ainsi que l'état actuel des travaux de la Commission technique des retraites dont les séances d'études fonctionnent à nouveau depuis un mois.

Le Conseil syndical a profité de cette réunion pour adresser ses vives félicitations à nos amis André Lienard, inspecteur général de la « Séquanais », et Jean Schneider (notre vice-président), chef de Division à « L'Union », objets de distinctions honorifiques dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Nos amicales félicitations sont également adressées à notre collègue Prosper Dairien, chef adjoint à « L'Urbaine-Seine » pour sa brillante réussite du cycle de l'Ecole nationale d'Assurances.

A. HELMER.

Le Syndicat des Ingénieurs et Cadres de la Région Parisienne a tenu son Assemblée Générale le 14 octobre. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

LU POUR VOUS...

L'Université Européenne de Florence

Prenant la parole à Florence à l'occasion de la réunion de la Commission de la Recherche et de la Culture de l'Assemblée parlementaire européenne, M. Etienne Hirsch, président d'Euratom, a rappelé la signification des propositions établies en vue de la création d'une Université européenne.

Ces propositions ont pour objectif essentiel de développer les échanges entre les Universités traditionnelles de l'Europe, de créer des Instituts européens d'enseignement supérieur et de recherche, et enfin de fonder une Université européenne à Florence.

L'Université de Florence aura pour caractéristique d'accueillir des étudiants déjà formés par trois ou quatre années d'études

dans les universités et établissements existants, a indiqué M. Hirsch. Ces étudiants devront, en outre, être en mesure de participer à des travaux de recherche. Le seul diplôme dont la délivrance est envisagée est celui de docteur de l'Université européenne.

L'Université de Florence ne comportera pas de facultés, mais des départements dont la création devra répondre à des besoins précis dans le contexte européen. En conclusion, M. Hirsch a précisé que, pendant les cinq premières années de son fonctionnement, l'Université de Florence recevrait environ cinq cents étudiants par an.

« Problèmes Economiques », n° 701, 6 juin 1961

Une date à retenir :

PROCHAIN WEEK-END DE FORMATION A BIERVILLE

Notre cycle de formation 1961 se terminera par le week-end consacré à la PSYCHOSOCIOLOGIE les Samedi 25 et Dimanche 26 Novembre

Conférenciers : M. A. DE PERETTI, Ingénieur en Chef des Manufactures de l'Etat.
M. Max PAGES, Assistant à la Faculté de Rennes.
M. P. BADIN, Professeur à l'Institut Catholique de Paris

● **NOUS CHERCHONS**, pour l'une de nos collaboratrices, une chambre à louer, soit chez particulier, soit dans une pension de

famille dans le 9^e arrondissement ou limitrophes. Conditions raisonnables. Ecrire au Secrétariat de la Fédération, 26, rue Montholon.

LES COURS DE PERFECTIONNEMENT organisés à l'École Centrale des Arts et Manufactures A L'INTENTION DES INGÉNIEURS EN FONCTION (Année scolaire 1961-1962)

Objet des cours de perfectionnement

Le perfectionnement ou la mise à jour des connaissances des ingénieurs sont de plus en plus nécessaires en raison de la rapidité croissante de l'évolution des sciences et des techniques. C'est ce que certains appellent aujourd'hui le « recyclage ».

De tels cours ont déjà été organisés à l'École Centrale avant la dernière guerre.

Il a paru qu'il fallait les continuer sous une forme nouvelle. Au cours de la session 1961-1962 il sera dispensé un enseignement général dans l'esprit de celui qui est donné à l'École. Il ne s'agit nullement de former des spécialistes, mais de permettre aux ingénieurs inscrits d'assimiler certains éléments de base qui ne figureraient pas dans les programmes d'enseignement à l'époque de leur formation.

Deux cours sont prévus en 1961-1962 :

— Un cours de physique de l'Atome, dirigé par M. le Professeur Bastien, comprenant 21 leçons et un certain nombre de travaux pratiques.

— Un cours d'Automatique, dirigé par M. le Professeur Jary et comprenant 27 leçons.

I. — COURS DE PHYSIQUE DE L'ATOME

Ce cours aura lieu les lundis et jeudis de 18 heures à 19 heures, à l'École Centrale. La première leçon sera donnée le lundi 13 novembre 1961.

Leçons 1 à 3 : Les électrons, leurs propriétés.

Leçons 4 et 5 : Notions de relativité restreinte.

Leçons 6 et 7 : Noyau de l'atome.

Leçons 8 à 10 : Ondes électromagnétiques et théorie des quanta.

Leçons 11 à 14 : Spectroscopie et niveaux d'énergie de l'atome.

Leçons 15 à 17 : Les rayons X.

Leçons 18 à 21 : Réactions nucléaires spontanées ou provoquées.

Des expériences et des démonstrations seront faites à l'amplythéâtre.

II. — COURS D'AUTOMATIQUE

Ce cours aura lieu le mercredi et le vendredi, de 18 heures à 19 heures, à l'École Centrale, à partir du mercredi 15 novembre 1961.

Programme résumé du cours

Leçons 1 à 4 : Introduction.

Exemples de régulation et d'asservissement.

Leçons 5 à 11 : Théorie des systèmes asservis linéaires.

Leçons 12 à 14 : Applications pratiques.

Leçons 15 et 16 : Notions sur la théorie des systèmes asservis non linéaires.

Leçons 17 à 19 : Applications des systèmes non linéaires. Comparaison des méthodes précédentes sur un exemple concret.

Leçons 20 à 26 : Notions sur les calculateurs électroniques.

Leçon 27 : Conclusion. Evolution actuelle.

Conditions d'inscription

Toute personne titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou exerçant des fonctions d'ingénieur peut s'inscrire aux cours de perfectionnement, quelle que soit sa formation d'origine. Il est nécessaire de remplir une feuille d'inscription par cours choisi.

L'INSCRIPTION EST GRATUITE

Les demandes d'inscription, établies sur feuilles du modèle joint, doivent être adressées à l'École Centrale des Arts et Manufactures (Direction des Etudes), 1, rue Montgolfier, Paris (3^e) pour le 10 novembre 1961 au plus tard.

Dès réception des demandes, des cartes d'auditeurs seront envoyées aux intéressés en même temps que la confirmation du début des cours. Ils devront la présenter à l'entrée des diverses séances du cours.

D'autres feuilles d'inscription peuvent être demandées à la Direction des Etudes de l'École Centrale.

Evolution des cours de perfectionnement

Les cours dispensés en 1961-1962 seront renouvelés en 1962-1963, peut être en 1963-1964, puis suspendus pendant plusieurs années. D'autres cours seront organisés ultérieurement :

— Cours de mathématiques modernes, dirigé par M. le Professeur Parodi.

— Cours de recherche opérationnelle, dirigé par M. Payer.

— Cours de chimie-physique, dirigé par M. le Professeur Bastien.

— Cours de technique physique, dirigé par M. le Professeur Bastien.

— Cours de thermo-dynamique physique, dirigé par M. le Professeur Kling, etc.

Les intéressés peuvent adresser à l'École Centrale une inscription de principe pour un ou plusieurs de ces cours qui ne doivent pas faire double emploi avec des cours analogues existant déjà.

L'ASSURANCE VIEILLESSE dans le régime général DE SÉCURITÉ SOCIALE

SON application pose des problèmes complexes, dus en particulier à l'évolution d'une législation qui laisse subsister des dispositions anciennes en les superposant à celles plus récentes, alors que la logique voudrait qu'elles fussent abrogées.

Quoi qu'il en soit, le présent article, étant donné son but, traitera uniquement des droits des assurés du « nouveau régime », c'est-à-dire ceux nés postérieurement au 31 mars 1886 et ressortissants de l'ordonnance 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée.

Pour ces mêmes raisons, les prestations non contributives — ou d'assistance — ne seront pas évoquées.

Trois cas peuvent se présenter ; ils seront examinés dans l'ordre inverse de la normale pour ne retenir que le dernier, le plus courant.

— L'assuré ne réunit pas cinq années d'assurance (ou mieux vingt trimestres d'assurance valables). Dans cette hypothèse, les cotisations mises à sa charge (et non revalorisées) lui seront purement et simplement remboursées à son 65^e anniversaire seulement et sur sa demande ;

— L'assuré totalise cinq ans ou plus de versements, mais moins de quinze années. Dans ce cas, il pourra prétendre à rente à partir de 65 ans et sur sa demande également. Cette rente est calculée en fonction des cotisations versées.

— L'assuré justifie de quinze années ou plus de cotisations (ou mieux d'au moins 60 trimestres d'assurances valables). Ses droits à pension seront alors reconnus.

Cette pension dont la liquidation pourra être demandée dès l'âge de 60 ans sera proportionnelle si le requérant

n'a pas trente ans de versements, et entière dans l'hypothèse inverse.

Les versements acquittés antérieurement au 1^{er} janvier 1947 en application de l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 appelés improprement « rachats des Cadres » sont évidemment retenus dans les mêmes conditions que ceux faits normalement au titre de salarié.

Les Caisses Régionales d'Assurance Vieillesse de Sécurité sociale liquident actuellement les pensions d'assurés totalisant plus de 30 ans d'assurance uniquement sur la base de trente années seulement, mais prennent note des dossiers ainsi calculés en prévision de modifications législatives ultérieures.

En effet, le ministre du Travail, interrogé à maintes reprises sur ce sujet, s'est contenté de faire connaître que « la question était actuellement à l'étude dans les services intéressés ».

Modalités de calcul de la pension entière ou proportionnelle

Cette prestation est fonction de trois éléments :

1. Age atteint par l'assuré lors de la liquidation de ses droits ;

2. Nombre d'années d'assurance qu'il totalise à cette date ;

3. Importance des versements.

Elle est déterminée à partir d'un « salaire annuel moyen de base », lui-même calculé à partir des 40 derniers trimestres civils d'assurance valables précédant soit le 60^e anniversaire du requérant (si ce dernier demande sa pension à 60 ans), soit l'entrée en jouissance si elle est postérieure à cet âge et dans cette hypothèse la solution la plus avantageuse pour l'assuré est retenue.

Les salaires pris en considération sont ceux soumis au précompte de Sécurité sociale dans la limite du plafond de versement (actuellement 8.400 NF par an depuis le 1^{er} avril 1961) ; ils sont majorés des coefficients de revalorisation prévus par les textes.

A ce salaire est affecté un pourcentage en fonction de l'âge du requérant : 20 % à 60 ans, 1 % en plus par trimestres d'ajournement postérieurs à cet âge sans limitation de durée (que l'assuré cotise ou non), ainsi le pourcentage applicable à 61 ans est de 24 %, à 65 ans de 40 %, à 70 ans de 60 %, etc.

Ce nouveau produit est lui-même majoré en fonction du nombre de trimestres d'assurance retenus par rapport à 120 (qui indique la pension entière).

Si « S » représente le salaire annuel moyen de base ;

P représente le pourcentage.

T représente le nombre de trimestres validés.

La formule de calcul de la pension « P » s'établit comme suit en décomposant :

$$P = S \times \frac{P}{100} \times \frac{T}{120}, \text{ ou mieux } P = S \times \frac{P \times T}{100 \times 120}$$

Si la pension est entière $T=120$ et la formule devient :

$$P = S \times \frac{P}{100} \times \frac{120}{120} = S \times \frac{P}{100}$$

Exemples : Un assuré né en juin 1901 demande la liquidation de sa pension à 60 ans, soit au 1^{er} juillet 1961. Il a cotisé, toujours au plafond, sans solution de continuité du 1^{er} juillet 1930 (date de mise en application de la loi sur les Assurances sociales) jusqu'à l'entrée en jouissance.

S'agissant d'une pension entière, elle sera calculée comme suit :

$S = 7666,33$ (40 derniers trimestres d'assurance se situant du 1^{er} juillet 1951 au 1^{er} juillet 1961).

$p = 20\% - 60 \text{ ans.}$

$7666,33 \times 20 = 1533,26 \text{ NF}$

$\frac{100}{100} = 1$

montant annuel arrondi à 1534 NF.

L'assuré est né en juin 1900 et fixe l'entrée en jouissance de sa pension au 1^{er} juillet 1961, à 61 ans.

Il a, de même, toujours cotisé au plafond.

Sa pension s'établira ainsi :

$S = 7758,06$ (40 derniers trimestres compris entre le 1^{er} juillet 1950 et le 1^{er} juillet 1960).

$p = 24\%.$

$7758,06 \times 24 = 1861,93 \text{ NF}$

$\frac{100}{100} = 1$

par an arrondis à 1862 NF.

La comparaison entre le salaire annuel moyen de base établi à l'entrée en jouissance et celui calculé au 60^e anniversaire de l'assuré permet de constater que le dernier est le plus avantageux à retenir. Ce qui est normal dans le présent cas puisque les coefficients de revalorisation sont de plus en plus élevés au fur et à mesure que l'on remonte vers le 1^{er} juillet 1930.

— L'assuré est né en juin 1899 et demande la liquidation de sa pension à 62 ans au 1^{er} juillet 1961.

S à 60 ans plus avantageux qu'à l'entrée en jouissance.

$= 7963,69$ (40 trimestres d'assurance courant du 1^{er} juillet 1949 au 1^{er} juillet 1959).

$p = 28\%.$

$7963,69 \times 28 = 2229,83 \text{ NF}$

$\frac{100}{100} = 1$

annuellement arrondis à 2230 NF.

(Suite page 8)

LE BUDGET-TYPE DU COUPLE DE RETRAITÉS AMÉRICAINS

Le Bureau des Statistiques du Département du Travail a publié récemment un budget pour couples de retraités faisant ressortir que les pensions de retraite de la Sécurité sociale ne couvrent que la moitié environ des frais nécessaires pour mener une vie modeste, mais convenable.

Ce budget type montre qu'un revenu annuel de 3.042 dollars est ce qu'il faut pour vivre à un travailleur en retraite de plus de 65 ans et à sa femme habitant un appartement en location de deux ou trois pièces dans une agglomération urbaine.

Les enquêteurs ont trouvé que le budget minimum se montait à 3.044 dollars à New-York, 2.720 à Atlanta, 3.111 à Los Angeles, 3.252 à Seattle et à un niveau record de 3.366 dollars à Chicago.

Selon le Bureau des Statistiques du Travail, ce budget permet de faire face à tous les besoins « sociaux psychologiques aussi bien que physiques » des couples de retraités. Il n'a cependant pas été conçu pour donner un tableau des dépenses réelles d'un couple moyen ou pour servir de guide familial.

Ce budget est supposé assurer un logement avec tout l'équipement ménager usuel, tel que réchaud à gaz ou électrique, réfrigérateur et petits appareils électriques. Il suppose que la femme fait elle-même le nettoyage et la cuisine, ainsi que la majeure partie de la lessive. Rien n'est prévu pour les assurances ou les impôts, l'assurance étant supposée incluse dans le loyer et les revenus du couple autres que la pension de la Sécurité sociale inférieurs au minimum imposable.

Le coût du loyer, du chauffage, de l'eau, du gaz et de l'électricité est évalué à 525 dollars par an, soit moins de 50 dollars par mois, à Scranton, mais il atteint 1.067 dollars par an, soit près de 90 dollars par mois, à Chicago.

La nourriture représente 29 % du budget, soit 864 dollars par an à Washington, ville de coût moyen sur le plan national. Soins médicaux, tabac, transports, lecture, distractions et autres frais divers représentent le restant du budget.

Ce budget-type présume que le couple de retraités est en bonne santé et n'aura pas à faire face à des frais médicaux extraordinaires. Il table sur

une dépense annuelle de 222 à 319 dollars pour les soins de santé.

La somme allouée au chapitre de l'habillement permet au mari de dépenser de 79 à 85 dollars par an suivant la localité pour faire face à ses besoins vestimentaires. Sa femme peut dépenser pour cela de 100 à 111 dollars. Un peu plus de 35 dollars sont alloués pour les nettoyages, réparations et autres frais vestimentaires.

La somme affectée à la nourriture doit en principe permettre une dépense annuelle de 15 dollars pour des repas pris

hors du foyer, de 4,84 dollars pour les casse-croûte consommés à l'extérieur, et de 19,90 dollars pour les boissons alcoolisées.

Il est évident que beaucoup de retraités n'ont pas un revenu suffisant pour se permettre ce niveau de vie « modeste, mais convenable », même lorsqu'ils disposent en plus de la retraite de la Sécurité sociale d'une pension privée ou d'un autre revenu. Le montant mensuel des prestations servies par les caisses de retraite privées pour les travailleurs est en moyenne de 50 dollars.

Collection "Initiation économique"

Pierre BLETON

LE CAPITALISME EN PRATIQUE

« C'est un livre peu banal qui montre par les faits et par l'exemple comment fonctionne pour le meilleur et pour le pire le capitalisme libéral. »
2.000 sociétés citées

Un volume in-16 Jésus de 360 pages. 12 N.F.

ECONOMIE ET HUMANISME

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie - PARIS (13^e)

L'ASSURANCE VIEILLESSE

(Suite de la septième page)

L'assuré né en juin 1898 fixe l'entrée en jouissance de sa pension au 1^{er} juillet 1961 à 63 ans.

S (à 60 ans plus avantages) = 8216,26 (du 1^{er} juillet 1948 au 1^{er} juillet 1958).

P = 32 %.

$8216,26 \times 32 = 2629,20$ NF

100

par an arrondis à 2630 NF.

L'assuré est né en juin 1897 et comme précédemment demande la liquidation de ses droits au 1^{er} juillet 1961.

S à 60 ans, le plus avantageux = 8502,54 (du 1^{er} juillet 1947 au 1^{er} juillet 1957).

P = 36 %.

$8502,54 \times 36 = 3061,91$ NF

100

par an arrondis à 3062 NF.

L'assuré né en juin 1896 fixe l'entrée en jouissance de sa retraite au 1^{er} juillet 1961.

S à 60 ans, le plus avantageux = 8784,39 (du 1^{er} juillet 1946 au 1^{er} juillet 1956).

P = 40 %.

$8784,39 \times 40 = 3513,75$ NF

100

par an, mais en application de

l'article 2 de la loi 49-244 du

24 février 1949, ce taux devra

être ramené à 40 % du chiffre

limite fixé pour la détermination

du salaire maxima, soit :

$8400 \times 40 = 3360$ NF.

100

En supposant dans les conditions

ci-dessus que l'assuré

soit né en juin 1895 et sollicite

la liquidation de ses droits avec

effet du 1^{er} juillet 1961 l'on

aurait :

S à 60 ans le plus avantageux = 9039,86 (du 1^{er} juillet 1945 au 1^{er} juillet 1955).

P = 44 % (66 ans).

$9039,86 \times 44 = 3977,53$ NF

100

par an, mais ce chiffre sera

ramené à 44 % du salaire pla-

fond, soit :

$8400 \times 44 = 3696$ NF.

100

Il convient de noter que la

pension liquidée entre 60 et 65

ans au titre de l'incapacité au

travail est calculée dans les

mêmes conditions, c'est-à-dire

au taux de 40 %.

En reprenant l'exemple de

l'assuré né en juin 1897, l'on

aurait :

S = 8502,54 (plus avantages

qu'à l'entrée en jouis-

sance).

P = 40 %.

$8502,54 \times 40 = 3401,01$ NF

100

ramenés au plafond de 40 % du

salaire maximum soumis à re-

tenue, soit 3360 NF.

Enfin les cotisations acqui-

tées postérieurement à l'entrée

en jouissance d'une pension

(ou d'une rente) ne sont pas

prises en considération et ne

peuvent en conséquence majorer

son montant.

A la pension (mais non à la

rente) peuvent s'ajouter le cas

échéant :

● Une bonification pour en-

fants, égale à 10 % du mon-

tant de cette pension si l'as-

suré a eu au moins trois

enfants.

● Une majoration pour con-

joint à charge égale à 50 NF

par an si le conjoint ou la

conjointe du titulaire de la

pension à charge au sens de

la législation n'a pas 65 ans

et à 361,90 NF par an si le

conjoint a 65 ans ou plus.

Le taux de cette majoration

s'élève également à 361,90

NF par an si le conjoint de

60 ans ou plus, mais de

moins de 65 ans, est reconnu

inapte au travail.

Peuvent également s'ajouter

— Une rente forfaitaire R.O.P.

d'un montant annuel de

45,10 NF si l'assuré a effec-

tué des versements aux re-

traites ouvrières et paysan-

nes entre 1910 et le 1^{er} juil-

let 1930 (cette rente R.O.P.

peut également s'ajouter à

la rente Assurances socia-

les).

— Une majoration pour tierce

personne avant le 65^e anni-

versaire du titulaire et uni-

quement si sa pension est

liquidée au titre de l'incap-

acité au travail (ou s'il

s'agit d'une pension de vieil-

lesse substituée à une pen-

sion d'invalidité), son mon-

tant s'élève actuellement à

3776,80 NF par an.

Coordination

Les textes législatifs parus

au cours de ces dernières an-

nées ont prévu, dans le domai-

ne de l'assurance vieillesse, une

coordination avec les différents

régimes légaux ou réglementai-

res de retraites.

On peut rappeler très briè-

vement :

1. Coordination avec les régi-

mes spéciaux de retraites

(décrets 50.132 et 50.133 du

20 janvier 1950) : fonction-

naires et agents de l'Etat,

agents d'E.D.F., G.D.F., S.N.

C.F., etc.

Schématiquement les péri-

odes d'assurance postérieures au

1^{er} juillet 1930 passées sous les

deux régimes (régime spécial

et régime général de Sécurité

sociale) sont totalisées pour

l'ouverture des droits à pen-

sion, puis chaque régime cal-

culé — pour la répartition —

la part des charges lui incom-

bant au prorata temporis par

rapport à la totalité des péri-

odes d'assurance et selon ses ré-

gles propres.

La réalité est en fait plus

complexe.

2. Coordination avec le régime

des salariés agricoles.

Le principe général est le

même qu'en matière de coordi-

nation avec les régimes spé-

ciaux (le régime des salariés

agricoles a pris effet au 1^{er} juil-

let 1930) qu'il s'agisse des assu-

rés nés entre le 1^{er} avril 1886

et le 31 décembre 1890 (décret

51-820 du 27 juin 1951) ou de

ceux nés postérieurement au

31 décembre 1890 (décret 55-

448 du 13 mai 1953). Mais

l'application de ces textes de-

meure aussi complexe.

3. Coordination avec les régi-

mes ressortissant de l'orga-

nisation autonome des non

salariés (décret 58-436 du

14 avril 1958).

Il s'agit des régimes de re-

traites institués par la loi 48-

101 du 17 janvier 1948 (com-

merçants, artisans, professions

libérales, exploitants agricoles)

modifiée.

D'une façon générale nous

retrouvons des règles sensib-

lement analogues tant en ce qui

concerne l'ouverture des droits

que le calcul et la répartition

des charges, toutefois des pé-

riodes antérieures au 1^{er} juil-

let 1930 peuvent être retenues,

mais l'application du décret

n'est pas aussi simple lorsque

l'on entre dans le détail.

4. Coordination avec les régi-

mes étrangers.

Même règles générales d'ou-

verture des droits, de calcul et

de répartition, mais l'appli-

cation pratique des décrets por-

tant convention de réciprocité

s'avère parfois difficile.

A noter que les périodes d'as-

surance antérieures au 1^{er} juil-

let 1930 peuvent être prises en

considération, et que la con-

vention franco-suisse ne prévoit

pas la totalisation des péri-

odes d'assurance.

5. Coordination avec le régime

algérien.

Elle a été instituée par le dé-

cret 55-57 du 3 janvier 1955 et

l'arrêté gubernatorial de la

même date.

Elle vise uniquement les ré-

gimes de salariés tant en Fran-

ce qu'en Algérie.

Les principes demeurent les

mêmes, mais seules les péri-

odes d'activité salariée posté-

rieures au 31 mars 1938 sont

retenues comme période d'as-

surance au régime algérien.

Droits des conjoints survivants

Le conjoint survivant d'un

pensionné ou rentier vieillesse

(ou susceptible de l'être) peut

prétendre à une pension de re-

version égale à la moitié de

l'avantage principal (que celui-

ci soit ou non liquidé), c'est-à-

dire non compris les avanta-

ges supplémentaires, sans pou-

voir être inférieure à 361,90 NF

par an.

Le conjoint — homme ou

femme — doit être âgé de 65

ans ou 60 ans en cas d'incap-

acité au travail, être à la char-

ge du défunt à la date du décès

(qui ne doit pas être antérieur

au 60^e anniversaire de l'assuré)

et ne pas être bénéficiaire à

titre personnel d'un avantage

au titre d'une législation de

Sécurité Sociale.

D'autre part le mariage doit,

en principe, avoir été contracté

avant que le décédé ait atteint

60 ans et avoir duré au moins

deux ans avant l'attribution de

la pension.

Les règles de coordination

appelées plus haut s'appli-

quent également à la liquida-

tion des pensions de réversion.

Instruction de la demande

La demande de liquidation

de pension ou rente est établie

à l'aide de la formule S 5.104.

et celle de pension de réversion

sur l'imprimé S 5183.

Après reconnaissance des

droits, une notification d'attri-

bution et un extrait d'inscrip-

tion sont adressés au titulaire

pour valoir ce que de droit.

Paiement des arrérages

Le règlement des arrérages

est fait trimestriellement à ter-

me échu et en main propre, par

mandat-postal.

Toutefois, le versement peut

être fait, sur demande des re-

quérants, par virement à un

compte chèque postal ou ban-

caire.

Droits aux prestations en nature de l'assurance maladie